

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 3 mai 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 7 MAI 1971 A 9 H.30.

A l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------------------|-----------------------|
| - Sécurité européenne | Debrouwere et Terfve. |
| - 50e Anniversaire | Drumaux. |
| - Sécurité sociale | Glineur. |
| (projets Namèche et De Paepe) | |

Fraternellement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau Politique du 7.5.1971

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van Geyt, Terfve.

Excusés : Dussart - Van den Branden.

Sécurité européenne

- 1) suggestions à faire au Comité belge : demande de prises de position des Conseils communaux.
- 2) plan d'activités du Parti : axé sur la sensibilisation au problème même au sein du Parti.
 - a) en mai et juin : articles dans les 2 hebdos .
(après la conférence de presse)
 - présentation de l'appel
 - Interview de Terfve ou Drumaux ou Debrouwere
conception du P.C.B. sur la Sécurité européenne.
 - b) fin mai : mise au point d'un document par la Commission C.C. de politique étrangère
(destiné aux membres du C.C. et cadres fédéraux)
Avant-projet sera élaboré par Dubsoch et Gillis.
(historique du problème depuis '45 et avantages d'un système de sécurité européenne pour la population belge)
 - c) septembre : - conférences du Parti dans les fédérations importantes
- actions dans certaines entreprises.
 - d) novembre : manifestation des jeunes. Inviter les jeunes à orienter leurs efforts vers les organisations belges de jeunesse.
- A. De Coninck présentera au B.P. (à quinzaine) un rapport introductif sur les courants "européens" et la Sécurité européenne.
- 50e Anniversaire du Parti : plan d'activités voir note annexe.
- Situation politique : problèmes sociaux et monétaires : Un communiqué sera rédigé au nom du B.P. mercredi 12 mai, après les discussions au sein des commissions parlementaires.
(Réunion à 9 heures avec les membres du B.P. présents au Centre).
- Prochain D.R. de propagande : sortie fin mai.
Glineur fournira à Renard l'argumentation sur les problèmes de sécurité sociale.
- Dossier Moulin : Glineur le remettra à la C.C.P.

Aux membres du Bureau politique

Réunion Commission Internationale (6 mai 1971)

Présents : Terfve, Moins, Gillis, I. Blume, Debrouwere.

Excusés : Nudelhole, Dubosch, Raskin.

Ordre du jour : organisation commission, répartition des tâches, échange de vues.

La commission a désigné un petit bureau exécutif, composé des camarades Debrouwere, Terfve et Nudelhole (qui se voient + 2 fois par mois).

Sous-commission Marché Commun : Dubosch, Gillis, Moins.

Propositions au Bureau Politique :

A) Sécurité européenne

Commencer une campagne d'information dans le parti (après vacances): conférences fédérales, discussion document (à rédiger par Dubosch - Gillis), articles dans la presse du parti (peuvent commencer fin mai déjà).

B) Indochine

Améliorer continuité travail parti. Reprendre campagne mini-cassettes, créer aussi quelques comités d'entreprises.

Plan de travail pour le 50e Anniversaire

Décisions du B.P. du 7.5.1971

A) Dans la presse du Parti

- 1) Poursuite de la publication dans les 2 hebdis d'articles sur l'histoire du Parti :
 - le P.C. dans la résistance : J. Blume - début juin.
 - le P.C. et la participation au Gouvernement après la libération : J. Terfve - septembre
 - les débuts du Parti en Flandre : J. Debrouwere - octobre
 - le P.C. et la grande grève 1960 : Coussement - novembre.
- 2) publication dans les journaux du 2/9, due premier n° du D.R. et R.V. de 1921.
- 3) prévoir une série d'interviews de camarades ayant joué un rôle au cours des luttes du Parti depuis sa fondation.
- 4) prévoir des tables rondes d'intellectuels, de syndicalistes : sur l'apport de l'idéologie communiste à leurs créations et luttes.
- 5) en fin d'année : article de synthèse : par J. Blume ou Duchâteau.

B) Cahiers Marxistes et V.M.T.

- pour rappel : édition de la collection des D.R. clandestins (en cours).
- en septembre : outre le n° ordinaire, publication d'un n° spécial des C.M. - hors série :
 - Renard : les débuts du Parti
 - Duchâteau : les luttes des grandes figures du Parti.
- septembre-octobre : publication des R.V. clandestins.

C) Matériaux de propagande

- une note pour la presse : J. Blume - fin août
- une note pour les partis frères : idem - fin mai
- (brochure avec le recueil : Renard - fin de l'année (des articles historiques qui auront paru dans les hebdomadaires).
- n° spécial d'un D.R. de propagande à très grand tirage d'une présentation meilleure que ce qui se fait couramment : à réexaminer - Cl. Renard fera rapport au secrétariat à huitaine.
- Affiche spéciale: Cl. Renard - sortie : ?.

D) Fête D.R. : 4/9.

- Lier la fête à la célébration du 50e anniversaire de la presse.
- Par conséquent : maintenir le meeting à 11 heures
 - : inviter les partis frères à déléguer des représentants de leurs journaux, d'un certain niveau - prévoir des interventions de leur part au meeting. Orateurs belges : Drumaux et Turf .
- Soigner la sonorisation et la présentation de la salle.
- A partir de juin, organiser mensuellement les "rendez-vous" de la vente des cartes-insignes (pour faire le point de la situation); soutenir la campagne de vente dans les journaux.

E) Débat solennel avec représentants certains partis frères : soit fin octobre soit le jour de la manifestation des jeunes pour autant que la date en soit rapidement arrêtée. Thème : nécessité P.C.B. dans le contexte international.

F) Emission RTB-BRT : faire des démarches pour avoir une émission par le parti.

- Cl. Renard présentera à un prochain Secrétariat un projet de budget pour l'ensemble des mesures arrêtées.

Dampremy, le 11 mai 1971

RAPPORT CONCERNANT l'APPLICATION des CELLULES VIVANTES dans la FEDERATION
de CHARLEROI
=====

A la suite de la réunion du Comité central des 7 et 8 novembre 1971 et sur la base du rapport présenté par le Cde Urbain COUSSEMENT à cette même réunion, concernant les problèmes d'organisation du Parti, une réunion du Comité fédéral de Charleroi convoquée le 23 novembre 1970 s'est particulièrement attachée à la discussion des problèmes d'organisation du Parti dans notre Fédération.

Cette réunion du C.F. avait été préalablement préparée par une discussion au niveau du Bureau fédéral du 16 novembre 1970.

La réunion du Comité fédéral avait dans ses conclusions adopté une série de mesures en vue de tenter de renforcer les mesures d'organisation du Parti et son fonctionnement politique.

Les mesures adoptées sont les suivantes :

- 1) chaque membre du C.F. devait faire un effort en vue de faire fonctionner une cellule du Parti dans son propre quartier ou atelier et s'attacher à la faire vivre politiquement
- 2) chaque membre du C.F. doit faire l'effort de s'assimiler les objectifs et le programme du Parti afin d'être mieux en mesure de ¹propager parmi les membres du Parti et les sympathisants.
- 3) tenir plus souvent des assemblées d'organisations de base à caractère plus politique qui débouchent sur des propositions concrètes d'action.

A la suite de cette réunion du C.F., un plan de répartition des responsabilités avait été établi parmi les membres du C.F. pour veiller à l'application de ces décisions.

Voici la situation en ce début de mai 1970 :

La section d'entreprise des A.C.E.C. a créé une série de cellules par départements. Jusqu'à présent, la cellule câblerie fonctionne plus ou moins bien mais rencontre des difficultés pour se réunir régulièrement. En ce qui concerne les autres, elles ne fonctionnent pratiquement pas.

La section de COURCELLES tente de faire fonctionner des cellules du Parti dans quatre quartiers mais rencontre de grandes difficultés également pour les réunir et les faire fonctionner politiquement

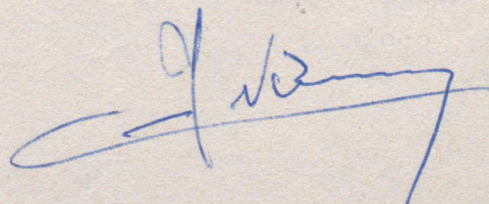
La section de MARCINELLE a constitué également deux cellules de quartier qui ont fonctionné pendant un mois ou deux, plus ou moins bien, ensuite la vieille habitude des réunions de Comité de section a repris le dessus par manquements et faiblesses d'esprit de suite.

Il n'y a pas d'autres exemples d'efforts ou de fonctionnement de cellules dans notre fédération.

Il est évident que la création et le fonctionnement des cellules du Parti est une activité à long terme qui nécessite beaucoup de persévérance et de patience.

Salutations fraternelles,

Félicien NIESON.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'F. Nieson', with a long horizontal stroke extending to the right.

11 mai 1971

Au camarade René NOEL
Sénateur-bourgmestre
rue de l'Espinette, 183
7210 CUESMES

Mon cher René,

Le camarade Guillaume est mis à la disposition
des sections du grand Mons pour aider la campagne électorale.

Il peut entrer en fonction immédiatement. A vous
de me faire signe.

Nous aurons simplement besoin de lui le mardi,
afin qu'il puisse continuer d'assurer ses liaisons avec quel-
ques fédérations. Il pourra servir d'intermédiaire ce jour-là
pour nous informer de vos problèmes.

Je pense que son utilité peut surtout être vue
sous l'angle de l'organisation du Parti pour la propagande,
dans les différentes localités (organisation de meetings de
quartier, de contacts avec la population, cellules, ventes de
presse, mise sur pied de comités de section, etc..).

Je te signale d'autre part que nous avons écrit
au P.C.F. pour Duclos. Date proposée fin mai - début juin.

Fraternellement,

U. COUSSEMENT.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE
FEDERATION VERVIETOISE
PLACE SOMMELEVILLE II
Tél:31295.

Verviers le 12-5-1971.

M. Urbain Coussement
Avenue de Stalingrad 29
1000 BRUXELLES.

Cher camarade,

Suite aux questions que tu m'as posé, concernant la constitution des cellules, tu trouveras ci-dessous les réponses :

- 1) Oui, le Comité Fédéral a discuté le rapport
- 2) Le rapport a été remis à tous les membres du Comité Fédéral et à toutes les sections
- 3) A l'heure actuelle il n'existe aucune cellule
- 4) Pour l'immédiat, il n'y a pas de possibilité, mais le problème va être de nouveau posé au Comité Fédéral, et surtout dans les Sections, dans les prochains jours le Secrétariat va en discuter.

Bien Fraternellement,

Alfred Ramet.

Licé

1. Insépi dans des amir Congrés -
2. Reproduit, diffusé dans les cellules à 3 ou 4 exemplaires - Tous les militants.

- Tous nos - form cellule (section) 30 membres.

O. Reus - 30 ou 40 membres.

A licé cellules de quartier → tendance à la réunification

Droite. (Guy Englebert).
Gauche: J. P. Simon. (conseiller)
Nord. (Raskin). Connaît de...

développement de 1^{re} partie

Comité cellule qui fonctionne à droite ou à gauche.

- Entrepris: très modeste

CONSEIL PROVINCIAL
DU HAINAUT

Tournai Le rapport a été envoyé aux dirigeants des sections.
Un CF a eu lieu. Assez peu de discussion. Orientation pour des
essais à Tournai. Nouvelles. Ach.
Une réunion convoquée à Tournai pour constituer cellule La Planchette.
Ne semble guère y avoir de suite.
Enlèvement avec le BF le 28 mai.

Namur

B. Wallon

Le rapport a été discuté au CF. et dans quelques sections (Tubize, Oblegues, Bousy).
La réaction: les militants ont un peu de peine par l'étendue de la tâche (dispersion du P.).
Rapport distribué aux actifs.
Réunion prévue début juin au niveau du BF.

Bruxelles

Une information a été donnée au niveau BF et du CF. Sans discussion un peu avant
le Congrès.
Le rapport a reçu le rapport, une série de cache, Anderlecht, Schaerbeek, Evac de divers autres
des caches, les JC.
A Evac une cellule s'est créée à Jeminal à l'initiative de Pallepy (on discutait pas avec)
réuni 3x. + ou - 12 membres.
A Jemelles réunion avec V. Conneux. Option création d'une cellule mais pas d'écho.
A Schaerbeek, une tentative des français de créer une cellule de français (!!).
Secrétariat prévu avant le 15 juin.

Bruges

Discussion au CF.
Diffusion rapport au CF.
Ostende: 1. Dariaerke - 13 à 15 membres. réunion régulière - Tracts nationaux et de quartier.
et actifs pour les réunions (pétitions).
Primenvald RV.
2. Ostende, ville (quartier). idem. Louis Sorel ou son frère
réunion + qu'une x par mois.
Nouveaux membres (4 ou 5 d'où 2 cellules). # de RV.

perspective avec 3^e cellule..

Bruges - (St. Joseph) Club femmes. 3 nouveaux membres. (14 à 15 membres).
Annet et Van Hauwer. Tracts nationaux et locaux - actifs pour terrain sport femmes.
2 réunions (2^e réunion - vante possible. 7 ou 8 présents).
Groupe de femmes créé pendant les élec. communales pour participer aux actions du parti
dans certains sens à la JC.

CONSEIL PROVINCIAL
DU HAINAUT

Comptai

Réunion au ~~et~~ secretariat pour au CF.

3 cellules - Stacepben 10 - ~~Paul~~ Carlos Orsue -
depuis 4 mois

Perronance 20 - De Ruyje.

Poste x et 3 8 - Georges De Clerey.

enverra rappor. sur
actin des cellules.

LA HULPE

FEDERATION HUY-WAREMME
DU P.C.B.

43, Avenue des Fossés — HUY

Le 12 mai 1971.

Mon cher Urbain,

Voici, rapidement , les renseignements demandés.

Le problème de la création de cellules vivantes a été discuté au Secrétariat fédéral ainsi qu'au C.F. à deux reprises. Une fois immédiatement après le C.C qui avait été consacré à la discussion de ton rapport , ensuite une seconde fois , il y a 1 mois. Ton rapport a été envoyé à une trentaine de camarades, il a d'ailleurs été discuté lors de 6 réunions dans différentes sections, de la création à Huy de deux cellules, par division de la Ville en deux, une cellule perd toutefois de l'aile, à la suite de la défection d'un camarade, encore que un travail régulier y soit effectuer(affiches tracts cotisations...) l'autre se réunit régulièrement: participation d'environ 10, 12, cdes.

- 2) Création d'une cellule d'entreprise qui effectue un bon travail politique, ~~ne s'exerce plus~~ une seule réunion à ce jour a réunit 3 cdes mais nous réunissons les travailleurs de la région(communistes) environ 25 cdes assistent à ces réunions.
- 3) Création à Marchin, par division de la section d'une cellule de jeunes, 3 réunions à ce jour avec 5 camarades et ensuite 10 LES réunions des "Vieux" se poursuivent participation 8 cdes.
- 4) Une cellule est en création à Stockai St Georges 1 réunion 6 cdes présents lère réalisation dans la quinzaine une tournée D.R. régulière.

Nous envisageons avant la fin de cette année la création d'une nouvelle cellule d'entreprise dans la plus grosse boîte de la région hutoise, 2 cdes camarades y effectuent depuis peu un travail ABS, d'après eux c'est par là qu'ils doivent commencer, ils sont connus comme communistes et travaillent également sur le plan local , le matériel est régulièrement diffuser de l'extérieur. Nous recevons un bon accueil . Nous pourrions surtout recruter des étrangers

**FEDERATION HUY-WAREMME
DU P.C.B.**

43, Avenue des Fossés — HUY

Les sections traditionnelles se réunissent de manière régulière.

Voilà brièvement résumée la situation de la Fédé de Huy. Le recrutement Est bon à ce jour 49 nouveaux membres pour 43 en 1971, cependant la rentrée des talons s'effectue avec un léger retard que nous espérons combler rapidement, ~~avant~~ avant les vacances.

Amicalement,

Francis DELCROIX

Gaud

- Rapport des uns au cf et dans les sections et subdram de section (Gaud).
- Trés d'accord.
- Diffuser au cf et esp. section cellules.
- Amélioration et création

entrepris :- ACEC - à partir cette discussion se résout régulièrement.

on envoie surtout application programme pour unis petits (journal synd. P&B).
difficulté journal de cellule (discussion ch. & pas sorti).
Tracts seulement. 2e abonne RV. et vente forte unis 5 à 15 n°.
Le journal devra se faire par la rédaction des fed.
6 membres. Acheur. (mar. Blauvats).
1 réunion par mois. Difficulté avoir des unis politiques.

Jeunes :- Fabella. 1 membre du Parti et 5 sympathisants (discussion sur journal entreprise) va sortir.
Diffusion de la RV à l'entreprise (10 abonnés et 10 v militantes).
Solutions pour régularité réunion (passer). après la pause de trois
10 1/4. - réunion jusqu'à 11 1/2 h.
de réunions - 1x par mois minimum.

Difficulté des unis politiques -

Michels. nouveau. avec des ouvriers d'un ouvrier.
aide pour diffuser tracts aux autres unis.

Quartier :- 3 cellules qui fonctionnent de la m. manière - politique communale de la
quartier - programme du quartier - reprenant de nous en mention (milleis
de d'habitants) - conseil communal - plus nous nous réunissons - conseil
de quartier, d'un 3 conseils de quartier avec participation large et de valeur.
(instituteurs, architecte).

Dans 1 quartier - pop. rev. immédiate réalisée. (terme par - suppression
Loge veuves - conseil pour vieux - passage autobus.
autres quartiers (autobus autobus).

Entrevues entre conseil quartier et cons. communal - commission de police - Dorgem.
voir de reconnaissance de facto organisme de consultation.
Diffusion de grandes quantités de tracts d'information.

- Waterspoorbaan (2000 appartements). Van Hoorn en train construction
ann. sans bus leur. pour les rapts 5 membres. (2 actifs).
- Schelde ~~Hoofd~~ sympathisant aide par sec. cellule et turf. (3 membres
le + de résultats sur le programme - 10 sympath.)
- 7^e quartier administratif Veraert Pimbert (7 membres).

Contact hebdomadaire de turf. avec 3 cellules - maintenant les initiatives
spontanées.

- 2 autres quartiers possibles.

A. L. de Raet a réclamé conseils quartier des
P&B à essaye de faire de conseils parallèles, mais doit changer son fusil d'épaule.

- Auto car ^{technique} pour faire visiter les réalisations et les choses à résoudre.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 11 mai 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 14 MAI 1971 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Problèmes monétaires et sociaux L. Van Geyt
- Situation ACEC Herstal
- Situation Hainaut Sambre
- Prochain C.C. : date et ordre du jour.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal Bureau politique du 14.5.1971

Présents : Blume, Coussement, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusé : Debrouwere

Luttes sociales

Plan de travail du Parti dans l'immédiat :

- développer la propagande et l'action (dans les entreprises et localités)
 - dans le domaine "prix"
 - lutte contre l'augmentation des loyers sociaux
 - lutte contre annonce augmentation tarifs chemins de fer
 - lutte contre "prix des monopoles"
 - dans le domaine fiscalité
 - diffusion de la brochure sur l'Indexation
 - lutter pour l'application de la proposition gouvernementale du 19/4 (sommes prévues par le Gouvernement pour l'indexation, réservées aux salariés)
- emploi : principalement dans les 4 sièges des A.C.E.C. :
 - diffusion memorandum
 - populariser action des parlementaires P.C.
- L. Van Geyt préparera une note explicative sur les loyers sociaux. Il examinera le texte prévu pour la brochure "Indexation".
- Le projet de résolution à publier au voeu du B.P. sera examiné au Secrétariat du 17/5.

Situation à Hainaut Sambre

Accord pour proposer à la fédération de Charleroi :

- 1) une lettre aux quelques membres du Parti pour tirer les leçons de la grève
 - 2) sortie d'un tract pour l'ensemble des travailleurs (axer sur indexation et prix)
 - 3) commencer une diffusion systématique du D.R.
- (Glineur, instructeur de la fédération, en discutera avec Niéson).
La fédération s'occupera en ordre principal des entreprises : Providence - Hainaut Sambre - Caterpillar - A.C.E.C.

ACEC Herstal

- Fédération fera connaître le document élaboré à l'intention des 4 sièges des ACEC.
- Implantation d'une faculté médecine dans le Hainaut
examiner le problème au cours d'une réunion des élus de la province de Hainaut (à fixer pour la semaine prochaine).
- Prochain B.P. : 21/5
- Gérardin : charger S.P.E. de lui donner son préavis (Cl. Renard en informera J. Bonnet).
- Prochain C.C. : 19 et 20 juin.

=====

Pop 14/5/77

- Problèmes monétaires et sociaux : prof. comm. contrôle pétrole, élect., énergie.
Contrôle au niveau des entreprises

Ren vers Contr. incertain fin automobiles

→ SNES a partir juillet prochain. (abt. ~~employé~~ ^{employé})

limites des tensions sociales.

inflation. pas + de 1,4 milliards cette année. { ^{avec} ~~payant~~ ^{esc.} pour faire à peu
des profits.

- Romains : - d'un peu plus que accoutumés de usage d'inflation.
- d'autres pas même avec inflation (hautes salaires - économies sectorielles).

- Cultes sociaux : enseignement :

échec de septembre.

V.d. Br : 5 jours travail - 1 jour ONSS et impôts.

20 ans → salaire triple mais impôt quadruple.

salaire 130.000 - 200 jours par an - 1/3 s'en va, à cause de la
non inflation.

Reserve dollars ~~de la~~ Bundesbank - sup. à 20 milliards réserve or USA.

Drumaine : N. sommes embarassées par les mesures gouvernementales.
Tout en étant d'accord que les mesures prises ne sont pas efficaces, se font
chercher à aller le + loin possible.

Quonart : inflation - contrôle prix - appui relatif des masses.
Le problème de l'emploi va cependant devenir préoccupant et devrait du jouer
au plan d'action du parti.

Bezu

Les batailles sociales ont eu des résultats qui ont compensé les hautes des prix.
~~Parties de la~~ Mais le secteur social reste en panne (allocations, pensions) etc...
Inflation baisse, mais. impact inflation sociale.
Pour l'automne contre les mauvais coups recit. Taux TVA.

Syndicats du 16.1.71 - n° 2

Communiqué du Bureau de la FGTB du 12.1.71

T.V.A. et indexation fiscale.

- a entendu un rapport circonstancié d'A.GENOT sur l'évolution des prix, suite à l'introduction de la T.V.A.,
- constate que l'application de la T.V.A. a entraîné la pratique de certains prix abusifs, particulièrement dans le domaine des services et demande au Ministre des Affaires Economiques de mettre fin à ces abus;
- demande une application stricte de l'arrêté prescrivant une baisse de 5 % des prix des viandes,
- estime le moment venu de rappeler une fois de plus la nécessité d'indexer la fiscalité pour les revenus des travailleurs modestes et moyens.

Syndicats du 6.2.1971 - n° 5

Résolution du congrès extra-ordinaire de la FGTB

Objectifs prioritaires - 3. b) :

La F.G.T.B. revendique, en outre, d'autres réformes de structure:

- la socialisation des organes financiers;
- la socialisation du secteur de l'énergie, la création d'un holding public, de banques publiques et au niveau industriel, la création d'entreprises publiques dans les secteurs en expansion;
- un développement dynamique de l'initiative publique industrielle,
- un réexamen global de la fiscalité,
- une réforme du financement de la sécurité sociale.

Syndicats du 20.2.1971 - n° 7

Communiqué du Bureau de la FGTB du 16.2.1971.

Le Bureau de la FGTB, réuni le mardi 16 février 1971 sous la présidence de H.Andris,

- a examiné une nouvelle fois le problème du déficit de l'A.M.I.,
- ainsi que certaines difficultés qui subsistent concernant la mise en oeuvre des Tribunaux du Travail.

Grève des indépendants:

Le Bureau,

- prend acte de la grève des indépendants,
- rejettera tout accord pris sur le dos des travailleurs et
- demande le respect de l'engagement concernant la prise en charge par le patron du salaire perdu pour la journée non prestée.

Budget économique 1971:

Le Bureau a procédé à un premier examen relatif au projet de Budget économique 1971.

Beaucoup de réserves et de remarques ont été faites et la revendication de l'indexation des barèmes fiscaux sera une nouvelle fois défendue.

.../.

Syndicats du 27.2.1971 - n° 8.

Communiqué du Bureau de la FGTB du 23.2.1971 :

Budget économique 1971:

Le Bureau a pris acte des positions prises au sein du Conseil Central de l'Economie.

Informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprise :

Le Bureau constate qu'un accord n'a pas pu intervenir dans ce domaine.

Syndicats du 6 mars 1971 - n° 9.

Communiqué du Bureau de la FGTB du 2 mars 1971.

Conseils d'entreprise:

Le Bureau constate que le refus patronal de fournir aux conseils d'entreprise une réelle information économique et financière rend impossible l'élaboration d'une convention à ce sujet.

Il dénonce l'attitude conservatrice des employeurs qui refusent de fournir aux délégués des travailleurs l'information nécessaire pour leur permettre d'avoir 'leur mot à dire' et d'être effectivement consultés sur la vie et l'avenir de leur entreprise.

Le Bureau charge le Secrétariat National de mener une délégation près du Gouvernement pour qu'il prenne les mesures de mise en oeuvre des conclusions de la Conférence économique et Sociale afin d'assurer aux conseils d'entreprise une réelle information économique et financière, d'instaurer un plan comptable et un recours adéquat à des réviseurs d'entreprise.

Le Bureau a d'autre part entendu des rapports du Secrétariat national:

- sur les tribunaux du Travail,
- sur l'évolution de l'index, de la T.V.A. et des prix,
- sur les négociations interprofessionnelles,
- sur des propositions d'actions "Crédits d'heures" jeunes travailleurs.

Syndicats du 13.3.71 - n° 10.

Editorial de G. Debunne - Pourquoi?

... Afin de défendre le pouvoir d'achat des travailleurs et les "allocations sociales", des démarches ont été faites auprès des patrons pour obtenir, par exemple (pour les pensionnés, les chômeurs, les malades,) les 2,5 % d'indexation à partir du 1^{er} avril au lieu du 1^{er} mai. Une application anticipée d'un mois de la formule de liaison à l'index, voilà une revendication très juste qui, jusqu'ici n'a pas reçu de réponse positive.

Les "relations sociales", comme on les appelle, sont déjà suffisamment difficiles pour le moment et pour qu'on ne les rende pas tout à fait tendues, nous donnons au patronat et au gouvernement le bon conseil de donner satisfaction à cette revendication modérée et justifiée.

.../.

Communiqué du Bureau de la FGTB du 9 mars 1971.

Liaison à l'index:

Le Bureau

- charge le secrétariat national d'une démarche commune avec la CSC, en vue d'obtenir du gouvernement pour les allocataires sociaux l'augmentation de la tranche de 2,5 % à la date du 1^{er} avril au lieu du 1^{er} mai.

La revendication posée pour l'ensemble des travailleurs en vue de compenser une distorsion constatée sera à nouveau soumise au patronat sans toutefois remettre en cause les conventions qui lient les salaires à l'index.

Conseils économiques régionaux:

Le Bureau

- a réglé le problème de la désignation de ses délégués dans les différents Conseils économiques régionaux.

Syndicats du 20.3.1971 - n° 11.

Communiqué du Bureau de la FGTB du 16.3.1971.

Liaisons à l'index:

Le Bureau constate avec satisfaction que le gouvernement a réservé une suite favorable à la revendication de la FGTB : les allocataires sociaux verront leurs indemnités réajustées de 2,5 % au 1^{er} avril (au lieu du 1^{er} mai 1971).

Le Bureau prend également acte avec satisfaction de la recommandation de la Fédération des Industries Belges à ses divers secteurs d'examiner l'application anticipée d'un mois de la prochaine augmentation des rémunérations découlant de l'index.

Syndicats du 27.3.1971 - n° 12.

La Fiscalité à l'ordre du jour - A.DELOURME.

... Il ne suffit pas de réclamer de l'Etat de nouvelles initiatives, d'exiger de lui des dépenses dont le volume croît sans cess, encore faut-il qu'il ait les moyens de sa politique.

Face à cela, d'aucuns évoquent des économies. C'est vrai. Il y a des économies à réaliser. Mais les erreurs de gestion, les gaspillages ne sont-ils pas aussi importants, aussi fréquents - si pas plus - mais moins apparents, dans les sociétés privées qui ont pourtant la faveur des pourfendeurs de la gestion publique?

L'impôt doit être équitablement réparti. La fraude et l'évasion fiscale faussent ce principe que nul n'ose contester, car il assure à la fois un financement démocratique des dépenses publiques et une certaine redistribution des revenus.

Une lutte effective contre la fraude peut éventuellement constituer pour l'Etat un poste important au chapitre des "rentées nouvelles". Un impôt juste; cela implique que régulièrement - nous dirons automatiquement - les barèmes et abattements divers soient actualisés en fonction de l'évolution du coût de la vie et des rémunérations.

.../.

Aussi avons-nous confirmé tout récemment au gouvernement cette nécessaire adaptation qui doit limiter la ponction fiscale sur les majorations nominales des rémunérations et assurer l'intégralité de leur pouvoir d'achat.

Un impôt équitable, c'est assurer la couverture des dépenses nouvelles, avec lesquelles l'Etat est confronté, par un type d'impôts qui frappe les mieux nantis. C'est par exemple un impôt sur les bénéfices capitalistes - dont l'état de prospérité est remarquablement souligné dans le dernier rapport de la Société Générale - ou encore un impôt sur le capital.

Un tel type de taxation s'impose d'autant plus que la T.V.A., qui comporte l'obligation imposée par la Communauté européenne de détaxer les investissements et les exportations, procure aux entreprises des avantages appréciables qui, dans la plus saine hypothèse, en améliorant leur position concurrentielle, leur permettent d'accroître leurs profits. C'est d'ailleurs cette obligation, qui déplace au stade du consommateur final une charge fiscale de quelque 20 milliards, qui constitue l'essentiel de nos difficultés actuelles en matière de prix.

En imposant un tel système, ne s'inscrivant pas dans une restructuration de la fiscalité, la Communauté européenne - avant tout soucieuse de la normalisation des règles de concurrence - a délibérément avantagé les entreprises, sans pour autant adopter des mesures de sauvegarde pour les consommateurs.

D'où la nécessité d'une démocratisation des institutions européennes, d'une action syndicale plus large et plus énergique au niveau européen, C'est ce que notre Congrès de janvier dernier a réclamé!

Communiqué du Bureau de la F.G.T.B. du 23 mars 1971.

Fiscalité:

Il réclame:

- l'indexation de l'impôt par un abattement portant exclusivement sur les revenus professionnels;
- la majoration du taux de l'impôt sur les sociétés.

Syndicats du 3 avril 1971 - n° 13.

Communiqué du Comité National de la FGTB du 30 mars 1971.

Comité National d'Expansion économique:

Le Comité National,

- prend acte avec satisfaction de la déviation - enfin prise - par le gouvernement de réunir le Comité national d'Expansion économique dont la convocation était réclamée par la FGTB.

En vue de cette réunion, le comité national rappelle :

... Fiscalité :

L'indexation de l'impôt doit être réalisée par un abattement portant exclusivement sur les revenus professionnels.

La majoration des taux de l'impôt sur les sociétés.

Dans l'immédiat, sur le plan social,

le Comité National réclame:

- une adaptation et une égalisation hommes-femmes des allocations de chômage;

- la revalorisation des indemnités pour les travailleurs inaptes (malades, invalides) d'avant le 1 juillet 1970.

Il rejette toute augmentation des cotisations assurance - soins de santé.

Le Comité National élargi est dès à présent convoqué pour mardi prochain (6 avril) afin de prendre connaissance des résultats obtenus.

Il sera procédé immédiatement à une consultation des travailleurs par les instances syndicales, afin de définir le jeudi 8 avril, les moyens éventuels à mettre en oeuvre.

Syndicats du 10.4.1971 - n° 14.

Les résultats obtenus - ... II. Au Comité national d'Expansion économique -

1. Fiscalité:

Le gouvernement a manifesté son intention d'adapter la fiscalité sur les moyens et modestes, avec pour conséquence un développement global de 1,4 milliard en '71 (la mesure entrant en vigueur au 1^{er} juillet 72) et de 2,8 milliards en 1972.

Si engagé dans des dépenses trop importantes, le gouvernement devait recourir à des impôts nouveaux, il lèverait par priorité un impôt sur les bénéfices des sociétés.

Syndicats du 17.4.1971 - n° 15.

Editorial de G.DEBUNNE - Bonne orientation....

... Les prix et l'indexation des barèmes fiscaux mériteront encore toute notre attention dans les mois qui viennent.

Les intentions exprimées doivent certes être précisées, mais il peut être dit dès à présent qu'elles vont dans le sens voulu par la FGTP.

Syndicats du 24.4.1971 - n° 16.

Editorial

Dans l'immédiat:

- l'indexation des barèmes fiscaux au 1^{er} juillet fera que nos taxes seront diminuées. Environ 1.500 F en plus dans notre poche cette année!

=====

AVANT-PROJET DE COMMUNIQUE

Le Bureau politique a discuté de la situation économique et sociale, telle qu'elle se présente, du point de vue des travailleurs, à la suite des décisions prises par le gouvernement sur le triple plan de la politique monétaire, de la politique des prix et de la mise en œuvre des mesures annoncées lors de ses rencontres de début avril avec les fédérations patronales et le Front commun syndical.

Le Bureau politique constate qu'en décidant de maintenir le franc à son taux actuel par rapport à un dollar que sapent à la fois les exportations de capitaux spéculatives de la haute finance américaine et la guerre du Vietnam, le gouvernement a délibérément pris le risque de voir s'accroître la dépréciation de notre monnaie et du pouvoir d'achat de la population.

Ce choix s'inscrit d'ailleurs dans le sens d'une politique gouvernementale, qui, tout en s'efforçant d'"étaler" les hausses consécutives à l'instauration de la TVA, ne s'en accomode pas moins d'une inflation rampante, d'un grignotage lent mais continu des revenus réels des travailleurs, pensionnés et allocataires sociaux.

Les manifestations les plus récentes de cette politique sont :

- l'acceptation par le gouvernement, malgré l'opposition unanime de la Commission des Prix, des exigences des compagnies d'assurance, en matière d'"indexation" des primes d'assurance automobile;
- les informations qui viennent de filtrer, concernant une augmentation prochaine et substantielle des tarifs des chemins de fer;
- le refus du gouvernement, d'accepter les amendements communistes visant à introduire dans le projet Cools dit "de lutte contre la hausse des prix", des dispositions efficaces visant à étendre les pouvoirs du ministre et de la Commission des prix en ce qui concerne les secteurs monopolisés (électricité, gaz, pétrole ...) et les services publics (chemins de fer, poste,

.../..

téléphone ...), en même temps qu'à octroyer un réel pouvoir de contrôle aux délégués ouvriers et employés dans les Conseils d'entreprise, les Conseils professionnels, etc.

Parallèlement, le Bureau politique constate que le gouvernement, cédant à la pression de son aile droite, continue de manoeuvrer pour honorer le plus tard et aux moindres frais possibles, ses promesses formelles en matière d'adaptation des barèmes fiscaux et de neutralisation des effets de la TVA et de la hausse des taux d'intérêt sur le coût des loyers sociaux.

C'est pourquoi, le Bureau politique souligne que pour défendre et améliorer son pouvoir d'achat, le monde du travail doit compter avant tout sur ses propres revendications et sur sa propre action :

- d'une part, en vue de la conquête à moyen terme d'un véritable contrôle des travailleurs et des syndicats - aux niveaux de l'entreprise, du secteur, du pays et même du Marché commun - sur la formation des prix, l'évolution des bénéfices et les mouvements de capitaux;
- d'autre part, en vue d'obtenir dans l'immédiat les compensations salariales et fiscales, que justifient à la fois les "imperfections" de l'index, les adaptations tardives et insuffisantes des barèmes fiscaux et l'accroissement du rendement et du profit capitalistes;
- enfin, en vue d'une réforme substantielle de l'index, compte tenu de l'ensemble des dépenses et des charges qui pèsent sur les budgets des ménages de travailleurs.

Bruxelles, le 14 mai 1971.

Albert, le 18 mai 1971

Cher col,

J'ai bien reçu votre contribution. Quand on a posé le problème au secrétariat national pour les membres de la commission concernée, il y avait peu d'enthousiasme. Personne ne voulait se poser candidat. Bien que personne ne sous-estime l'intérêt de cette commission, tout le monde était d'avis qu'il ou elle était déjà trop chargée. Comme la plupart sont également actifs dans le parti et que nous sommes très peu nous avons un peu peur que cela nous oblige à augmenter notre travail dans les fédérations.

En plus, nous organisons un congrès de cadre le 30 et 31 octobre
71 pour les fédérations flamandes et nos sœurs
en pleine préparation de notre congrès qui doit réunir
cette fois. Il se tiendra fin novembre 71.

Le 20 au 23 mai, notre section organisée en week-end prolongé à Usterode, Il me sera donc possible d'assister aux prochaines réunions. Pour cette Commission m'intéresse néanmoins beaucoup et j'aimerais bien connaître les conclusions et avoir quelques informations.

De Suet Claude.

Aalst, 18 mei 1971.

Waarde kameraad,

Vandaag heb ik goed uw uitnodiging ontvangen. Toen op het Nationaal Sekretariaat het probleem gesteld werd voor de leden van de betrokken kommissie was er slechts weinig antoegasme. Eerst stelde zich niemand kandidaat. Alhoewel niemand het belang van deze kommissie onderschat was iedereen van oordeel dat hij- of zijzelf reeds overladen was, daar wij reeds met zo weinig zijn, daar het grootste gedeelte van de Pioniersleiding ook actief is in de partijorganisatie en gevreesd werd dit tenslotte ten nadele zou zijn van ons afdelingswerk.

Daarenboven organiseren wij op 30 en 31 oktober 71 een vormingskursus voor de Vlaamse gewesten en zijn wij in volle voorbereiding van ons kongres dat deze maal niet op een flop mag uitdraaien en doorgaat op het einde van november 71.

Van 20 tot 23 mei a.s. organiseert onze afdeling een verlengde te Westende, zodat het me onmogelijk zal zijn aan komende vergadering deel te nemen. Mijn aandacht gaat nochtans naar deze kommissie en graag zou ik de besluiten en informaties kennen.

Kameraadschappelijke groeten,


De Smet, Claude.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 17 mai 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 21 MAI 1971 A 9 H.30.

A l'ordre du jour :

- Préparation prochain C.C.

Ordre du jour - rapporteur (s).

- Projets De Paepe et Namèche Glineur.

Bien cordialement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

BP 21/5/71.

Préambule du CC du 19-20 juin.

CC. Sur la politique :

- appréciation des luttes ouvrières - effets politiques directs au sein du m^o ouvrier.
qui l'emporte - la lutte ou les entraves.
- ex. il faut de dire que la TVA coûte 20 milliards.
faut il mettre en valeur l'indication des barèmes.
- prise - reflet d'une volonté des syndicats, mais projets mitigés.
- ou on va se représenter de ~~la~~ concernés amochés par les travailleurs.

Questions communautaires - les travailleurs n'interviennent guère.

- liaison entre lutte pr. protection emploi et création d'emplois nouveaux (125).
- la loi régionale en la seule qui n'en pas à l'ordre du jour des questions communautaires.
- instance de droits de l'enseignement.

Nous avons constaté nécessité être concret et combatif.

Mais il ne suffit pas de l'être uniquement au Parlement qui ne subit pas la pression nationale - que faut-il pour que le Parti Vire le Parlement - les parlementaires concrets.

Quelle est l'opinion ouvrière sur les avantages acquis ou pas sur l'action socialiste au g^o.

Rançon d'organisation de notre part pour faire permis pour que les H. soc. aillent plus loin.

Résultats des élections sociales - sans force pas ouais FGTB qui fait fautes graves de droite depuis qqs années.
pas manifestation générale à gauche - Nos garanties dans les luttes sociales faibles des manœuvres poudrées.

- quelle est la valeur de notre argumentation sur les effets néfastes de pol. gouvernementale.
N^o n'avons pas un bilan suffisant des luttes des 3 dernières années -

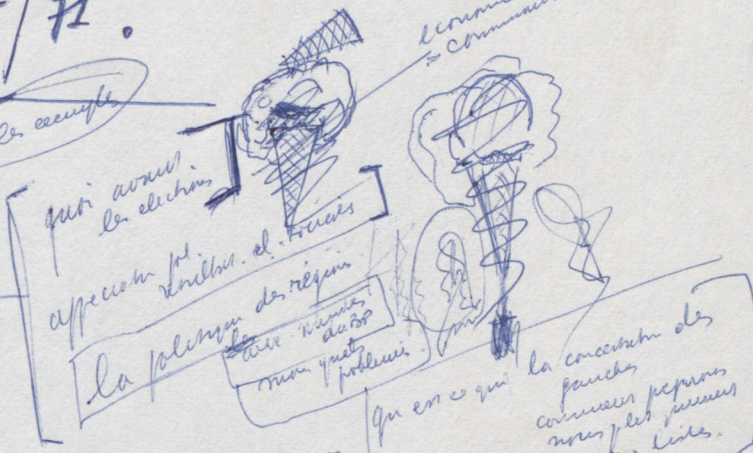
Bien que les prévis ~~ne~~ n'aient pas été bonjour, la lutte politique continue. Il y a danger attention de notre part.

- Compte rendu des ~~com~~ corps aux partis bourgeois (et à) aux élections).
- Nos efforts pour la concertation des gauches il faut les défendre même (qui faut il faire pour avoir cette concertation).
- Trouver une seule d'ades pour le CC pour la concertation des gauches.
- Nécessité pour le P. de gagner 1ère d'audience auprès classe ouvrière.

- Elections législatives et provinciales, connaître l'environnement (1 proposition - nouvelle loi pour nouveau parlement de l'Europe - oblig. soc. eq. a. respect. emploi (avec ch.) etc...)

Electeurs qui en ce qui est élect. de pour l'œuvre comme objectif
Quelle lutte - quel programme -
Il faut de faire à des lites d'unis avec des candidats d'un certain poids polit
à lute avec nous.

Citer les exemples



Organisation quel faire
de CC.
qui fait les instructions

Procès-verbal du Bureau Politique du 21.5.71

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart,
Levaux, Renard, Van Geyt.

Excusés : Glineur, Turf, Van den Branden.

- Congrès S.E.D. (du 14 au 19/6) : informer J. Moins de ce qu'une 2e invitation nous est parvenue.

- Préparation C.C. des 19-20/6

- Thème : l'actualité politique et l'intervention du Parti

- après l'exposé introductif de Drumaux portant appréciation sur les récentes luttes ouvrières et les effets de la politique de droite menée à l'intérieur des organisations ouvrières et après un premier tour de parole de chacun des membres du B.P., la discussion sera poursuivie au cours de la prochaine réunion.

- Faculté de médecine du Hainaut

Chaque fédération (Charleroi et Borinage) défend la position qui est la sienne.

=====

copie à Marie GUISSÉ

24 mai 1971.

Au Bureau Fédéral de la
Fédération du Borinage.

Chers camarades,

Il sera opportun que le Bureau Fédéral aie une discussion sur les cadres permanents de la fédération.

En effet, selon le nombre de ces membres, la fédération reçoit du C.C. un subside pour 3 permanents pleins.

Je vous propose que cette discussion aie lieu après les élections de Mons, mais avant les congés.

Entretiens, nous vous verserons un subside pour 4 permanents.

Bien fraternellement,

Urbain COUSSEMENT
Secrétaire National

Contrôle Financier Fédération Tournai, effectué le 25.5.71

Présents : Bonnet, S.P., Caroes, Trésorier, Gerardin, comptable.

Période du 1.3.70 au 28.2.71.

BILAN

	<u>Rentrées</u>	<u>Sorties</u>		
Fonds de combat	85.476	45.423		
Cotisations	95.904	33.930		
Matériel	19.495	15.410		
Propagande	2.577	19.440		
Subsides-Salaires	247.456	279.646		
Jetons	29.436	--		
Récupérations	9.202	320		
Déplacements	--	27.942		
Solidarité	1.200	1.200		
Société Epi	6.000	6.000		
Transfert	127.000	127.000	(1)	
Par ordre	285 (2)	-		
Frais généraux	--	70.404		
Soutien	9.600	--		
	<u>624.991</u>	<u>626.715</u>	Caisse	9.343
			C.C.P.	<u>1.716</u>
Avoir au 1.3.70	<u>12.783</u>	<u>11.059</u>		11.059
	637.774	637.774		

L'avoir au 25 mai était exact, j'ai effectué le contrôle de la caisse :
soit 1.801 Fr. liquide

7.903 C.C.P.
9.704 au 25.5.71

(1) Transfert C.C.P. à Caisse

(2) Pour ordre : recettes effectuées pour tiers par exemple destinées au D.R.

Dettes : Fédération au Centre : 15.000 Fr. prêt maison
1.500 Fr. photo Lénine
5.025 Fr. cotisations.

Sections à Fédération : 2.000 Fr. chiffre rond

Fonds de combat : objectif : 120.000 Fr.; récolté 22.464 Fr. - retard sensible
- les 50 % sont versés au centre.

Cotisations : 9.377 timbres pour 115.610 Fr. à 100 %

Moyenne : 12,32 Fr.

Régularité : 963 membres au 31.12.71 - cotisés 9 mois 7/10.
875 membres à ce jour.

Comptabilité bien tenue.

Marius CAUFRIEZ.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 25 mai 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 28 MAI 1971 A 10 HEURES .

A l'ordre du jour :

- Poursuite de la discussion pour la
préparation du prochain C.C.
(L'intervention du Parti dans l'actualité
politique).

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal Bureau Politique du 29/5/71

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Renard, Turf, Van den Branden.

Excusés : Levaux, Van Geyt.

Poursuite de la discussion sur l'intervention du Parti dans l'actualité politique et en vue des élections législatives.

- Pour le prochain C.C., soumettre à la discussion des membres des propositions susceptibles de provoquer une intervention plus marquée de la classe ouvrière dans les problèmes spécifiquement politiques.
- Prévoir des mots d'ordre d'action immédiate (d'ici septembre) et proposer un programme en 2 étapes : jusqu'aux élections et après les élections. Le programme doit constituer une alternative de masse à la situation politique actuelle et dans sa 1ère phase, contenir le bilan des propositions du Parti dont la réalisation devrait être exigée du Gouvernement avant les élections.
- Les propositions du programme seront présentées au B.P.
 - du 4/6 : sur mes problèmes communautaires : par Drumaux
 - : sur les problèmes de l'emploi : par Dussart
 - : sur les problèmes santé-pensions-indexation : par Glineur
 - : sur les problèmes environnement : par Debrouwere.
- L'étude du bilan de l'action gouvernementale et celle du P.S.B. sera demandée à Van Geyt pour le 11/6. (insister pour qu'il adresse aux membres du B.P. avant la réunion, une note écrite).
- Régionaliser les plans politiques (cf plan envisagé pour Liège sur emploi et contre chômage).
prévoir après le C.C. des réunions des membres du C.C. par région, pour l'élaboration des éléments de base de ces plans.
- Compléter les plans politiques régionaux par des plans d'organisation du Parti.
Coussement présentera au prochain B.P. le rapport sur la construction des cellules de base.
- Etudier les résultats des élections sociales et le rôle politique de la FGTB (obtenir le bilan des principales entreprises)
Dussart communiquera les résultats pour la sidérurgie et la métallurgie de la région de Charleroi.

Van den Branden pour Anvers.

Liège ? Bruxelles ?

- Rechercher les moyens d'assurer un meilleur impact au travail des parlementaires du Parti.
- Concertation des gauches : examiner comment préparer les listes et susciter une politique d'alliances à la mesure des possibilités.
- Examiner les moyens d'assurer un meilleur contrôle des activités des membres du C.C. - faire préciser au C.C. l'autorité des instructeurs.
- Préciser notre position en matière pacte scolaire et projet de pacte culturel.

=====

REUNION COMMISSION POLITIQUE INTERNATIONALE

(jeudi 27 mai - 15 H - Centre).

Présents: J.DEBROUWERE, J.MOINS, S.NUDELHOLE, J.DUBOSCH

Excusés: J.TERFVE, J.RASKIN, I.BLUME, R.GILLIS.

Ordre du jour: contrôle exécution décisions de la dernière réunion
(6.5.1971).

Conclusions:

- Jean Terfve écrira un éditio sur Sécurité Européenne dans D.R. du 11 juin, J.Debrouwere dans la R.V. du 10 juin.
- Remy Gillis a fait un projet de document (pour les cadres du parti) sur la Sécurité Européenne.
Suza revoit la première partie (historique)
J.Dubosch la deuxième partie (actualité + notes Terfve)
Les deux textes doivent être prêts et rentrés le jeudi 10 juin.
- 10 juin, 15 H, Centre: réunion du Bureau (Nudelhole, Debrouwere, Terfve).
- 2 septembre: réunion "Commission Marché Commun".
Rapport: J.Moins.
Avant la sub-commission M.C. se réunira.

Quelques réflexions:

- Dubosch craint que la Sécurité Européenne ne deviendra jamais un thème "populaire". Selon lui le parti devrait rechercher des thèmes plus populaires.
- Nudelhole constate que peu de journalistes ont assisté à la conférence de presse. Il attribue cela à la date mal choisie: le mardi matin il y a toujours une conférence de presse des Affaires Etrangères. Suza regrette que la liste des participants au "Comité Sécurité Européenne" n'a pas été communiqué à la presse. Il demande qu'un syndicaliste renommé jouerait un rôle pour populariser la conférence des 22/23/24 juin.
- Moins demande de pouvoir prendre connaissance des documents de la conférence de Londres (janvier).
- Enfin, Suza donne quelques impressions de son voyage en Pologne.

Le 1r juin 1971.

J.DEBROUWERE

juin 1971

BP 19-1971-06

PB
19

REUNION COMMISSION POLITIQUE INTERNATIONALE

(jeudi 27 mai - 15 H - Centre).

Présents: J.DEBROUWERE, J.MOINS, S.NUDELHOLE, J.DUBOSCH

Excusés: J.TERFVE, J.RASKIN, I.BLUME, R.GILLIS.

Ordre du jour: contrôle exécution décisions de la dernière réunion
(6.5.1971).

Conclusions:

- Jean Terfve écrira un éditio sur Sécurité Européenne dans D.R. du 11 juin, J.Debrouwere dans la R.V. du 10 juin.
- Remy Gillis a fait un projet de document (pour les cadres du parti) sur la Sécurité Européenne.
Suza revoit la première partie (historique)
J.Dubosch la deuxième partie (actualité + notes Terfve)
Les deux textes doivent être prêts et rentrés le jeudi 10 juin.
- 10 juin, 15 H, Centre: réunion du Bureau (Nudelhole, Debrouwere, Terfve).
- 2 septembre: réunion "Commission Marché Commun".
Rapport: J.Moins.
Avant la sub-commission M.C. se réunira.

Quelques réflexions:

- Dubosch craint que la Sécurité Européenne ne deviendra jamais un thème "populaire". Selon lui le parti devrait rechercher des thèmes plus populaires.
- Nudelhole constate que peu de journalistes ont assisté à la conférence de presse. Il attribue cela à la date mal choisie: le mardi matin il y a toujours une conférence de presse des Affaires Etrangères. Suza regrette que la liste des participants au "Comité Sécurité Européenne" n'a pas été communiqué à la presse. Il demande qu'un syndicaliste renommé jouerait un rôle pour populariser la conférence des 22/23/24 juin.
- Moins demande de pouvoir prendre connaissance des documents de la conférence de Londres (janvier).
- Enfin, Suza donne quelques impressions de son voyage en Pologne.

Le 1r juin 1971.

J.DEBROUWERE

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 1er juin 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 4 JUIN 1971 A 10 heures
à 10 heures

A l'ordre du jour :

- Programme d'action jusqu'aux élections

Problèmes des Communautés	Drumaux
Emploi	Dussart
Santé Publique - Pensions - Indexations	Glineur
Environnement	Debrouwere
- Rapport sur la construction des cellules de base	Coussement
- Contrôle de l'application des décisions B.P. et Secrétariat	Drumaux
- Résultats des élections sociales	Dussart Van den Branden.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 4.6.71

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

- Poursuite de la discussion d'un programme d'action à discuter au C.C.

- Les problèmes communautaires : faire étudier par les deux ailes du B.P. et par la Fédération bruxelloise, des objectifs par région, liés aux revendications populaires et répondant aux préoccupations de la prochaine campagne électorale (ailes du B.P. se réuniront le 11.6.71). Les ailes devront prendre des positions précises sur les questions qu'elles considéreront comme fondamentales pour les régions. Ces prises de position feront l'objet d'une confrontation par l'ensemble du B.P. avant leur publication.

- L'emploi

proposer des solutions propres au Parti temporaires mais efficaces et qui corrigeraient l'aspect anarchique qui caractérise la bataille actuelle pour l'emploi

- 1) pension anticipée et facultative à 60 ans à charge de l'entreprise, et avec des garanties telles pour les travailleurs que la défense de leurs revenus soit assurée.
- 2) bataille à l'entreprise et par région pour la défense de l'emploi (ces notions étant complémentaires et non contradictoires) ne pas opposer les unes aux autres les revendications des régions mais lutter pour que les moyens mis à la disposition de l'ensemble des régions soient plus importants.
Faire préciser par région et sous-région, le volume d'emplois revendiqué, volume qui ne peut être inférieur à la moyenne nationale.
Entamer la bataille sans opposer apport public et privé.
Dans l'élaboration des revendications, s'inspirer des plans déjà établis par région (à revoir aux réunions d'ailes).

- Pensions

- Hausse de 25 % d'ici le 1er janvier 1972 (= pension minimum égale à 75 % du salaire minimum du manoeuvre de l'Etat : 120.000 Fr. au 1.1.72).
- Droit à la retraite sans abattements (à 60 ans).

- Santé

- Secteur Santé doit être considéré comme un secteur public (à l'instar de l'enseignement et de la Défense nationale) à financer entièrement par l'Etat.
- lutte contre les monopoles qui parasitent sur le secteur Santé spécialement en matière médicaments et fournitures d'appareils médicaux.
Action contre les prix des produits pharmaceutiques
- lutte pour un réseau hospitalier public des agglomérations ou fédérations de communes
- poursuivre la recherche de mots d'ordre qui répondent aux soucis des populations.

- Indexation

Tenant compte que les travailleurs sont d'accord avec notre appréciation, que les récents abattements fiscaux décidés par le Gouvernement pour l'année prochaine ne sont que des "miettes" et vu la nécessité de concrétiser le mot d'ordre d'indexation des barèmes fiscaux, lancer une proposition simple:

- par exemple pour les revenus allant jusqu'à 300.000 Fr. :
 - soit d'un abattement de l'impôt correspondant à l'augmentation de l'index;
 - soit de réduction d'impôts d'un tiers.

.../..

- Environnement

- Problème essentiel : la pollution.

Exiger la publication d'arrêtés d'application de la Loi cadre (Custers-Vermeulen) du 28.12.64 : a) au Parlement

b) par le truchement des Conseils communaux.

Mesures anti-pollution à endosser aux responsables de la situation (les entreprises)

- voir autres problèmes, notamment : espaces verts
- constitution de comités de quartier pour élaborer l'inventaire des revendications
- modalités de combat à établir régionalement.

- Enseignement

- La réforme proposée par le Gouvernement :

- mettre soit la Commission C.C. en route, soit des spécialistes pour l'étude du problème.
- D'ores et déjà, insister sur les ressources financières indispensables pour exécuter la réforme sous peine de catastrophe.

- Logement : à étudier.

- Déroulement des discussions au C.C.

- Rapport introductif par Drumaux

- quels sont les problèmes politiques qui se posent dans les régions en vue de la campagne électorale.

- Rôle et responsabilités des membres du C.C.

- Envoi préalable aux membres du C.C. d'une note avec le schéma des thèmes discutés au B.P. en demandant qu'ils préparent pour la séance du C.C. les problèmes politiques et slogans concrets qu'ils proposent dans ces divers domaines pour les élections

- Appréciation sur les élections sociales : Dussart.

- Méthodes de travail des instances dirigeantes (Secrétariat, B.P. et C.C.)

- revoir les propositions faites par Turf avant le Congrès de Charleroi

- examiner s'il y a lieu, ultérieurement, d'organiser les discussions au C.C. par commissions.

Note pour le Secrétariat

Décisions "en panne"

1) liste (noms et adresses)

- a) "volontaires")
 - b) "jeunes")
- ayant participé à la campagne électorale

2) plan de travail

- assemblées fédérales et réunions assemblées de base
- plan d'action pour la Sécurité européenne dans quelques grandes entreprises.

3) problèmes internationaux :

- Chine : étude d'initiatives qui pourraient aboutir à des meilleures informations
- Note de principe sur les rapports entre le P.C.B. et les partis organisés en Belgique.

4) Enseignement : discussion de l'ensemble des problèmes par un C.C. spécial.

5) Diffusion presse :

- plan précis à élaborer par
- équipe désignée : (Secrétaire d'organisation
- (Responsable presse
- (B. Gordowar.

=====

Ventes spéciales RR

15/5. Cuernmes 400 gr - 25 vendeurs
20/5 Jilleu 100.
29/5 King ob. Vign. 100.
Cuernmes 100 - Vieux -
5/6 Roux 200

Curavaux 12/6 toute la journée -

6 voster. Charles
id. Bonum.
Cente 2 ou 3
thud. id.

Cellules -]
- pas desuini rapport.
- pas diffusi -
- recherche neais.]

EFFECTIFS

Fédérations	30 4 71	Nouveau	31 12 70	31/5/71
BORINAGE	972	64	1049	972
BRABANT WALLON	295	15	326	299
CENTRE	318	44	321	329
CHARLEROI	939	76	1125	963
HUY	405	47	461	413
LIEGE	1148	79	1675	1199
LUXEMBOURG	52	2	62	53
NAMUR	186	18	226	176
OURTHE-AMBLEVE	126	1	141	127
THUDINIE	243	32	249	254
TOURNAI	275	55	263	289
VERVIERS	262	16	290	267
Total	5821	448	6894	5951
ANTWERPEN	785	26	901	872
DENDERSTREEK	640	30	664	635
GENT	388	14	424	390
LIMBURG	82	2	82	83
NOORD BRABANT	182	11	205	183
WEST-VLAANDEREN	140	5	142	140
	244		259	252
Total	2461	88	2677	2495
BRUXELLES	919	47	957	945
Total général	9201	583	10528	9391